



## CACAOCULTURE ET ÉCOSOCIALISME EN CÔTE D'IVOIRE : VERS UNE RÉFORME MARXIENNE DE LA PRODUCTION CACAODYÈRE

---

**Fulgence Kouakou KOUADIO**

Université Alassane Ouattara (Côte d'Ivoire)

[fulphilo@gmail.com](mailto:fulphilo@gmail.com)

**Résumé** : L'imminence du danger et l'urgence d'agir pour contrer les effets dévastateurs de l'exploitation cacaoyère sur le monde infantile et le milieu environnemental, en Côte d'Ivoire, nous amène à faire un clin d'œil irrésistible à la pensée socio-écologique de Marx, l'invitant à une solution durable ou soutenable. En se basant sur une analyse démonstrative, l'étude indique que la contribution du marxisme dans la crise cacaoyère en Côte d'Ivoire relève principalement de l'action écosocialiste basée sur la transformation révolutionnaire des politiques, des techniques et méthodes culturelles. Le but de l'écosocialisme, ici, est d'éliminer radicalement le cacao-business productiviste et pollueur, en créant des cacao-écosystèmes soutenable voire raisonnés. Il s'agit donc, d'écologiser la cacaoculture, en Côte d'Ivoire.

**Mots-clés** : Cacaoculture, Côte d'Ivoire, écologie, écosocialisme, marxisme.

### COCOA GROWING AND ECOSOCIALISM IN THE IVORY COAST : TOWARDS A MARXIAN REFORM OF COCOA PRODUCTION

**Abstract** : The imminence of the danger and the urgency to act to counter the devastating effects of cocoa farming on the world of children and the environment, in the Ivory Coast, leads us to wink irresistibly at Marx's socio-ecological thought, inviting him to a lasting or sustainable solution. Based on a demonstrative analysis, the study indicates that the contribution of marxism to the cocoa crisis in Ivory Coast is mainly due to ecosocialist action based on the revolutionary transformation of political, techniques and farming methods. The goal of ecosocialism, here, is to radically eliminate the productivist and polluting cocoa-business, by creating sustainable or even reasoned cocoa-ecosystems. It is therefore a question of greening cocoa farming in Ivory Coast.

**Keywords** : Cocoa farming, Ivory Coast, ecology, ecosocialism, marxism.

### Introduction

La cacaoculture ou la production du cacao tient une place importante dans le développement socio-économique de la Côte d'Ivoire. Elle représente non seulement une activité stratégique pour son économie, en termes de valeur marchande, mais aussi l'un de ses incontestables secteurs pourvoyeurs d'emplois. Toutefois, derrière cette importance reconnue à la culture du cacao en Côte d'Ivoire se dressent d'énormes désagréments d'ordre culturel, socio-économique et environnemental. Si la mobilisation des autorités ivoiriennes autour de la question reste d'actualité, les efforts, en termes de solutions,

apparaissent inefficaces. Cela nous amène à emprunter la voie du marxisme pour son humble apport dans l'amélioration de la production cacaoyère en Côte d'Ivoire ; d'où notre sujet : « cacaoculture et écosocialisme en Côte d'Ivoire : vers une réforme marxienne de la production cacaoyère ». Il se projette, à partir d'une analyse écosocialiste, de montrer la contribution que le marxisme pourrait apporter dans la réforme de la production du cacao en Côte d'Ivoire. Rappelons que l'écosocialisme est « un courant de pensée et d'action écologique qui fait siens les acquis fondamentaux du marxisme tout en le débarrassant de ses scories productivistes ». (M. Lowy, 2011, p. 18). Ici, il renvoie à une transformation radicale dans les politiques, les techniques et/ou les méthodes de production cacaoyère. Dès lors, nous sommes amenés à nous interroger de la manière suivante : quelle contribution le marxisme peut-il réellement apporter, en termes de solutions, dans l'exploitation cacaoyère en Côte d'Ivoire ? L'analyse de cette préoccupation nous conduit à ces interrogations suivantes : dans quelle mesure la cacaoculture se présente-t-elle comme une activité importante pour le développement socio-économique en Côte d'Ivoire ? Cependant, ne constituerait-elle pas une menace au plan social et écologique ? Si oui, comment une révolution écosocialiste pourrait-elle s'entendre comme une nécessité dans la production du cacao en Côte d'Ivoire ? Pour répondre à cette problématique, notre devoir consistera, d'abord, à analyser l'importance de la cacaoculture dans le développement socio-économique de la Côte d'Ivoire. Cela nous permettra, d'une part, de montrer que la cacaoculture demeure un énorme secteur pourvoyeur d'emplois et, d'autre part, d'indiquer la place primordiale qu'occupe le cacao dans l'économie ivoirienne. Ensuite, dans une approche critique, nous soulignerons l'influence négative de l'exploitation cacaoyère sur le monde infantile et sur le milieu environnemental, c'est-à-dire la traite et l'exploitation des enfants, mais aussi la destruction de la forêt. Enfin, à travers une démarche démonstrative, nous indiquerons le rôle révolutionnaire que le marxisme entend jouer dans la réforme de la production du cacao en Côte d'Ivoire, allant de l'abolition de la cacaoculture intensive ou productiviste à la restructuration du lien métabolique entre le cacaoculteur et le monde écologique.

### **1. Cacaoculture et développement socio-économique en Côte d'Ivoire**

Depuis de nombreuses années, le développement économique et social en Côte d'Ivoire repose, en particulier, sur la cacaoculture ou la production du cacao. Cette importance accordée à la culture du cacao en Côte d'Ivoire pourrait être appréhendée autour de deux idées majeures : d'une part, la production du cacao est un énorme secteur pourvoyeur d'emploi, en Côte d'Ivoire, et d'autre

part, le cacao reste l'un des premiers produits stratégiques dans l'économie ivoirienne.

### *1.1. Cacaoculture, gigantesque secteur pourvoyeur d'emploi*

Si la production du cacao n'est pas la seule activité en Côte d'Ivoire, mais elle reste le secteur qui emploie le plus de personnes, en termes de main d'œuvre. Nous pouvons observer, à deux niveaux (directement et indirectement), les principaux emplois dans la cacaoculture : la production et la commercialisation. Il est difficile, faute de fiches techniques, de recenser, de façon exhaustive, les différents producteurs de cacao en Côte d'Ivoire. Cependant, à la question « qui sont les planteurs de cacao en Côte d'Ivoire » de F. Ruf, M. Salvan et al, (2020, p. 1), nous pouvons répondre qu'ils sont composés principalement de producteurs familiaux et de la main d'œuvre étrangère. En d'autres termes, en Côte d'Ivoire, la production du cacao est dominée par une exploitation familiale avec un complément de main d'œuvre extérieure.

Généralement, les producteurs de cacao se caractérisent par une économie de plantation familiale. Celle-ci représente, selon l'expression de M. Tano, (2012, p. 84), « un lieu d'ancrage de stratégies individuelles et collectives visant à améliorer les conditions de vie des membres de la famille », c'est-à-dire le lieu de la définition du noyau familial. Ce qui explique le fait qu'en Côte d'Ivoire, nous pouvons observer au moins un planteur de cacao dans presque toutes les grandes familles. La plupart de ces producteurs sont des personnes de sexe masculin. Mais, à côté des hommes, nous avons également des femmes. Bien sûr que la proportion des femmes planteurs est faible, « 6% des planteurs de cacao », indiquent F. Ruf, M. Salvan et al, (2020, p. 1), mais n'oublions pas que certaines possèdent des plantations, soit qu'elles sont héritières soit par pure bravoure. Aujourd'hui, nous constatons une nouvelle catégorie de planteurs de cacao. Ce sont, généralement, ceux issus, des écoles agricoles ou/et des secteurs secondaire et tertiaire qui gardent une certaine confiance en la cacaoculture. Ils croient fermement à la durabilité du cacao ivoirien, connaissent le marché, c'est-à-dire qu'ils savent que malgré les crises dans le monde du cacao, il y aura toujours un prix et un acheteur de cacao, qu'en dépit des autres cultures telles que l'hévéa, le palmier à huile, etc, la cacaoculture restera la principale activité agricole en Côte d'Ivoire. En plus, des producteurs familiaux dont le nombre varie, selon les statistiques de F. Ruf, M. Salvan et al, (2020, p. 5), « entre 700.000 à 1.000.000 », nous avons une importante main d'œuvre étrangère. Celle-ci est composée, majoritairement, de personnes originaires de la sous-région ouest-africaine particulièrement du Burkina Faso et du Mali.

Historiquement, le cacao ivoirien doit toute sa notoriété à cette rencontre entre la main d'œuvre étrangère, venue du Burkina Faso et du Mali, et la terre des autochtones. Les allogènes (étrangers) doivent négocier la terre avec les autochtones (ceux qui possèdent les terres) sous forme de don, partage ou vente : « généralement, cette rencontre s'organise par un arrangement informel, le tutorat, inventé par les acteurs, dans lequel le migrant exprime une reconnaissance à vie au cédant, principalement sous forme de petits cadeaux en fin d'année ou en cas de problème familial ». (J. P. Chauveau, 2006, p. 17). Aujourd'hui, les migrants d'origine burkinabée tendent à monopoliser le marché foncier en Côte d'Ivoire. Ils dominent la production cacaoyère. Dans la région de la Nawa, par exemple, la majorité des grands planteurs de cacao sont des burkinabés. Ce qui fait de cette localité une zone pluraliste « renfermant une multiplicité de groupes ethniques en provenance d'autres régions du pays mais aussi à la frontière nord (Burkina Faso principalement) ». (M. Tano, 2012, p. 97).

À côté des emplois directs liés à la production du cacao, nous avons, aussi, des emplois indirects notamment la commercialisation, la transformation, les banques, les sociétés phytosanitaires, etc. En effet, les sociétés commerciales telles les coopératives, les pisteurs et les exportateurs assurent l'achat, le transport du cacao vers les sociétés de transformation. Celles-ci, à leur tour, transforment le cacao en produit semi-finis ou finis. Tandis que les sociétés d'engrais et pesticides militent pour la qualité et la quantité de la production.

Comme nous pouvons nous apercevoir, la production du cacao relève, principalement d'une exploitation familiale au sein de laquelle tout le monde se définit, mais aussi une importante main d'œuvre venue de la sous-région ouest-africaine, notamment du Burkina Faso et du Mali. Ce qui met en évidence, souligne M. Tano, (2012, p. 88), « une diversité de producteurs (autochtones et allochtones) », son caractère pluraliste. Les emplois indirects vont de l'achat des fèves de cacao jusqu'à sa transformation en passant par le traitement, en intrants, des vergers. Tout ce creuset d'emploi permettrait au cacao de se positionner comme l'un des principaux produits dans l'économie ivoirienne.

### *1.2. Cacao, produit primordial dans l'économie ivoirienne*

La cacaoculture revêt d'une importance capitale pour l'économie ivoirienne. Cette importance, inhérente à la production du cacao, est perceptible autour de trois axes fondamentaux.

D'abord, la Côte d'Ivoire est, indique H. Ducroquet (2017, p. 9), « le leader mondial incontesté de la production de fèves de cacao depuis quatre décennies », c'est-à-dire qu'elle reste de loin le premier producteur mondial des fèves de cacao. Selon les statistiques de l'ICCO ou encore l'Institut international du Cacao

(2017 p. 2), « en 2017, la production annuelle du cacao en Côte d'Ivoire était de 2.000.000 de tonnes ». En 2021, malgré la crise mondiale, notamment le Coronavirus, les chiffres n'ont cessé de grimper : « les statistiques sur l'évolution de la commercialisation du cacao du 1<sup>er</sup> Janvier au 31 Décembre 2021 ressortent une production en hausse de 2, 56% soit 2.228.422 tonnes ». (F. Ruf M. Salvan et al, (2020, p. 110). En d'autres termes, de 2017 à 2021, la Côte d'Ivoire a enregistré une croissance de plus de 2.000 tonnes de production de fèves de cacao. Cette remarquable performance économique, qui se bonifie au fil du temps, fait de la Côte d'Ivoire le principal terroir de production de cacao au monde.

Ensuite, l'économie cacaoyère ivoirienne fournit, à elle seule, environ 40% des recettes d'exportation grâce au niveau de production atteint par ce pays. Cela revient à dire que la Côte d'Ivoire fournit à elle seule 40% des besoins en cacao des industries du secteur alimentaire mondial. Enfin, la production du cacao en Côte d'Ivoire contribue pour 30% à la formation du PIB, c'est-à-dire, Produit Intérieur Brut. Cette contribution fait vivre environ 6.000.000 de personnes des revenus du cacao, soit le quart de la population ivoirienne.

Aujourd'hui, pour maintenir sa place de leader incontesté dans la production du cacao ainsi que les importants chiffres inhérents aux recettes d'exportation et à la contribution pour la formation de son PIB, la Côte d'Ivoire renoue avec d'intéressants programmes, notamment la traçabilité de son principal produit d'exportation, la réforme de ses structures en charge du cacao et surtout une vision nouvelle de la cacaoculture. L'enjeu de tous ces programmes n'est autre que d'assurer une production cacaoyère durable dans une perspective de satisfaire aux exigences sociales, économiques et environnementales. Cela permettra aux autorités de construire un système de suivi intégral du cacao depuis la phase de production jusqu'à celle de la commercialisation ou l'exportation. Par exemple, pour atténuer les variations que traverse la filière cacao depuis le début de l'année 2017, il est prévu des fonds de réserve qui sont mis à contribution en fonction du niveau des cours mondiaux. Aussi, de nombreuses réflexions sont en cours pour élargir la production à d'autres filières. En tout cas, il nous semble que c'est dans cette perspective que le cacao restera le principal produit, à portée mondiale, dans le développement économique de la Côte d'Ivoire. Malheureusement, depuis de nombreuses années, les espoirs gardés en l'exploitation cacaoyère sont de plus en plus désastreux, tant au plan social qu'environnemental. Si la problématique de la main d'œuvre infantile reste l'une des raisons principales de la crise cacaoyère, la cacaoculture semble n'être qu'un fléau pour le patrimoine forestier ivoirien.

## 2. Exploitation cacaoyère et crises socio-écologiques

À côté des crises structurelles, la cacaoculture ivoirienne est en proie à d'énormes difficultés d'ordre social et environnemental : « la crise a affecté les fondements sociaux, environnementaux, etc. ». (M. Tano, p. 10). L'exploitation cacaoyère serait, pour de nombreux organismes et admirateurs du monde du cacao, non seulement le lieu de traite, d'exploitation ou travail des enfants, mais aussi celui de la déforestation.

### 2.1. Travail des enfants dans la cacaoculture : traite et exploitation

Selon la République de Côte d'Ivoire (2019, p. 3), « le travail des enfants est la participation des personnes mineures à des activités à finalité économique ». En d'autres termes, le travail des enfants est considéré par la législation ivoirienne comme une tâche rémunérée réalisée par une personne de moins de dix-huit (18) ans. C'est un phénomène répandu, particulièrement, dans de plusieurs exploitations de cacao en Côte d'Ivoire, impliquant souvent des tâches dangereuses telles que le nettoyage, la récolte du cacao, le ramassage, l'écabossage et l'épandage de produits phytosanitaires. Les enfants travaillent à plein temps, comme des adultes, dans des plantations familiales, mais également étrangères, en vue de se faire de l'argent. Par ailleurs, notons que la notion de travail des enfants peut être appréhendée autour de deux vocables majeurs : la traite et l'exploitation des enfants.

La traite ou trafic des enfants « s'entend de tout acte de recrutement, de transport, de transfert, d'hébergement, ou d'accueil d'enfants à l'intérieur ou à l'extérieur d'un pays, aux fins d'exploitation quels que soient les moyens utilisés ». (République de Côte d'Ivoire (2019, p. 5). Ainsi, la traite des enfants se décline comme le transport des enfants d'une localité à une autre, ou d'un État à un autre, en échange de l'argent ou autre chose.

L'exploitation des enfants désigne « toutes les activités auxquelles l'on soumet l'enfant et qui (...) procurent à l'auteur ou à toute autre personne, de manière directe ou indirecte, des avantages économiques, moraux ou psychiques ». (République de Côte d'Ivoire (2019, p. 4). C'est donc une activité d'asservissement économique, d'aliénation de la force infantile au profit d'un tiers. Par ces deux notions (traite et exploitation) le travail des enfants est considéré, par de nombreuses instances du monde cacaoyer, comme une grave atteinte au développement physique, intellectuel et social de l'enfant, dans la mesure où il empêche l'enfant de participer à une formation éducative adéquate.

En plus d'être une entrave au développement de l'enfant, le travail des enfants a un impact négatif sur la vente du cacao en Côte d'Ivoire. En effet, l'une

des raisons de la mévente du cacao ivoirien reste le travail des enfants dans les exploitations cacaoyères. De nombreuses structures en charge du cacao, dans le monde, restent convaincues que le cacao ivoirien dépend, en partie, de la main d'œuvre infantile. De ce point de vue, il convient de ne plus lui accorder assez d'intérêt au cacao ivoirien, en l'achetant à vil prix. Heureusement, aujourd'hui, les autorités ivoiriennes sont unanimes sur le fait qu'il faut éradiquer le travail des enfants dans la cacaoculture. Pour l'État ivoirien, en effet, le travail des enfants est un fléau qu'il faut abolir. C'est justement dans cette logique que s'inscrit le CNS ou « Comité National de Surveillance et d'action de lutte contre la traite, l'exploitation et le travail des enfants ». (République de Côte d'Ivoire, 2019, p. 16). L'objectif principal du CNS est d'abolir l'assujettissement économique, l'esclavage et la mortification des enfants.

Toutefois, les autorités ivoiriennes distinguent le travail des enfants, en tant que traite et exploitation, des activités infantiles socialisantes. La République de Côte d'Ivoire (2019, p. 3), « considère comme activité socialisante, toute tâche non rémunérée réalisée par un enfant dont l'âge est compris entre treize (13) et seize (16) ans, sous la supervision du représentant légal, à des fins d'éducation et d'insertion sociale », c'est-à-dire une activité dont la finalité n'est pas économique, mais relève de la formation intellectuelle, socioculturelle.

Aujourd'hui, malgré, la séparation du travail des enfants entre tâche exploitée et activité socialisante, l'économie ivoirienne cacaoyère continue de souffrir de l'enrôlement et l'implication des enfants dans la cacaoculture. Cependant, la crise cacaoyère n'est pas exclusivement liée au phénomène du travail des enfants. La production du cacao en Côte d'Ivoire constituerait, en elle-même, une des importantes causes de cette crise, dans la mesure où elle reste un acte de destruction de son couvert forestier, donc une catastrophe écologique.

## *2.2. Cacaoculture, destruction de la forêt*

Si la Côte d'Ivoire se positionne comme le leader incontesté de la production des fèves de cacao dans le monde, il n'en demeure pas moins qu'elle occupe la première place dans la destruction de la forêt. Cela sous-tend que la cacaoculture est inséparable à la déforestation. La déforestation ou la destruction de la forêt est le phénomène de réduction des aires de forêt. L'on parle de déforestation, lorsque des surfaces de forêt sont substantiellement perdues au profit d'autres usages tels que l'agriculture, l'élevage, l'urbanisation, etc. En Côte d'Ivoire, l'une des principales causes de la déforestation est la production du cacao.

Située en Afrique de l'Ouest, la Côte d'Ivoire, pays d'une superficie de 322.462 Km<sup>2</sup>, disposait, selon les informations de l'ONG (Organisation Non Gouvernementale) Afrique Green Side (2018, p. 10), « plus de 16 millions d'hectares de forêt dans les années 1960 ». Ce patrimoine forestier, faisant de la Côte d'Ivoire l'un des endroits au monde où il fait bon vivre, est en voie de disparition : « il n'en reste plus que 3 millions d'hectares, aujourd'hui ». (Afrique Green Side, 2018, p. 10). Cette effroyable situation est imputable au développement de la cacaoculture. En effet, les politiques incitatives au développement de l'agriculture, au lendemain de l'indépendance, ont amené la plupart des populations ivoiriennes et étrangères à migrer vers les zones forestières, à s'y installer, empiétant sur la forêt. Des milliers d'hectares de forêt sont, alors coupées et brûlées pour permettre la création des plantations de cacao, à la fois industrielles et familiales. Ainsi, l'exploitation cacaoyère en Côte d'Ivoire est respectueuse du modèle productiviste, à en croire les propos de M. Tano, (2012, p. 10) :

Le modèle de développement adopté par la Côte d'Ivoire était donc caractérisé par son extraversion et sa dépendance par rapport à la main d'œuvre étrangère. Il était basé sur l'exploitation des ressources naturelles, c'est-à-dire sur le défrichement massif et ininterrompu de forêt par des exploitants migrants, ivoiriens ou non, et pratiquant une agriculture extensive. Les perspectives pour les migrants d'accéder au foncier par la création des plantations, a accéléré les migrations en direction des zones forestières jusqu'à l'épuisement des réserves forestières.

Avec une production cacaoyère productiviste, notamment la cacaoculture intensive, les surfaces cultivées ont beaucoup augmenté. En effet, la mécanisation des tâches à travers l'utilisation de machines agricoles dans des exploitations industrielles, l'apport de traitements chimiques, engrais, herbicides, insecticides, fongicides, etc., ont provoqué dangereusement la dégradation du régime climatique et surtout l'épuisement de la forêt. Ainsi, la cacaoculture intensive a détruit la biodiversité tout en affectant négativement la qualité des ressources en eaux locales. Aujourd'hui, nous constatons, avec peine, un déséquilibre écologique avec des saisons sèches prolongées, une baisse criarde de précipitations, des températures extrêmes, la pollution de l'air : c'est, « le printemps silencieux ». (R. Carson, 2014, p. 21). Le Printemps silencieux symbolise le temps de la catastrophe environnementale, c'est-à-dire cette époque d'extrême désagrément dans l'histoire environnementale.

La crise environnementale, particulièrement, la déforestation a un impact négatif sur le rendement et la qualité du cacao ivoirien. Celui-ci se traduit par une diminution des revenus et une forte volatilité des cours du cacao auxquelles la plupart des cacaoculteurs ne sont pas préparés. Aujourd'hui, avec l'épuisement de la forêt et son cortège de crise cacaoyère, nous assisterons à des



prises d'initiatives de la part des producteurs. Malheureusement, ces innovations, qui s'apparentent à des stratégies de diversification et de reconversion, concernent l'engagement de nombre de paysans dans des activités illicites comme l'orpaillage artisanal et le braconnage. Cela n'est sans conséquence sur la flore et la faune.

Comme nous pouvons le constater, la disparition de la forêt ivoirienne fut accentuée avec la production intensive du cacao. Malheureusement, cette destruction se poursuivra à mesure que se développeront les investissements techniques et technologiques dans la cacaoculture. Ce n'est pas une surprise : « il nous faudra du temps, de la chance et d'immenses efforts pour voir la fin ». (J. Mcneil, 2010, p. 5). En d'autres termes, la fin de la crise écologique nécessite des actions fortes d'ordre physique et socio-culturel, mais aussi de la patience.

Il résulte, de tout ceci, que l'exploitation cacaoyère est inséparable de la crise socio-écologique, en Côte d'Ivoire. Dès lors, pour trouver une solution à cette crise, il deviendrait impératif de révolutionner notre système de production cacaoyer par un comportement écosocialiste ou une transformation révolutionnaire des politiques, des techniques et autres méthodes modernes culturelles. L'écosocialisme se déclinerait, ainsi, comme une nouvelle étape socio-écologique de la production cacaoyère dans une perspective marxienne.

### **3. Marxisme et révolution cacaoyère**

Dans la cacaoculture en Côte d'Ivoire, l'impact des méthodes ou techniques culturelles sur la biodiversité, reste épouvantable et inquiétant. Malheureusement, cette crise écologique ne peut s'arrêter dans les salles de conférence, ni par des traités, mais seulement avec une action écosocialiste. L'écosocialisme, ici, est inséparable du marxisme qui, souligne H. Pena-Ruiz (2018, p. 11), « héberge une conscience écologique authentique, voire une théorie écologiste accomplie », c'est-à-dire une science de l'environnement complète, dans la mesure où elle revêtirait un caractère révolutionnaire, allant de l'abolition de la cacaoculture intensive à la restructuration du lien métabolique entre le cacaoculteur et son milieu environnemental.

#### *3.1. Abolition de la cacaoculture intense au profit de la cacaoculture durable*

Aujourd'hui, dans la cacaoculture, l'heure n'est pas favorable à une approche réactionnaire devant les politiques, les techniques et méthodes culturelles catastrophiques pour l'environnement. Il nous faut, soutient S. Audier (2017, p. 733), « faire face aux impacts du progrès technique sur l'environnement », c'est-à-dire être résilient face à la dévastation environnementale. La résilience, ici, requiert la capacité à s'adapter aux perturbations écologiques tout en rompant, de la façon la plus radicale, avec

certaines vieilles techniques ou méthodes culturales, particulièrement, la cacaoculture intensive.

La cacaoculture intensive est, par définition, un système de production cacaoyère caractérisée par l'usage important d'intrants, et cherchant à maximiser la production par rapport aux facteurs de production, qu'il s'agisse de la main d'œuvre, du sol ou des autres moyens de production, notamment les machines et les intrants divers. Elle est, parfois, connue sous l'appellation de cacaoculture productiviste ou « capitaliste ». (K. Marx, 1969, p. 565). La cacaoculture intensive ou productiviste consiste à optimiser la production du cacao en utilisant tous les moyens techniques et technologiques disponibles. Elle repose donc, sur l'utilisation optimum d'engrais chimiques, de traitement herbicides, fongicides, d'insecticides, de régulateurs de croissance, de pesticides et de machines agricoles. Le but est d'accroître la productivité, à travers la réduction des coûts de production, la couverture des besoins mondiaux en cacao, la conservation de sa place de leader, la réduction de la pénibilité du travail et surtout l'augmentation des revenus des cacaoculteurs. Désormais, le producteur passe « de la production morcelée, routinière, en production combinée, scientifique ». K. Marx, (1969, p. 555). En d'autres termes, avec l'introduction de la machine et les intrants chimiques dans l'agriculture, la production ne se fait plus à partir des ressources naturellement présentes telles que la machette, la houe et les matières organiques, mais requiert des apports mécanique et chimique.

Malheureusement, ce mode de production fragilise ou, du moins, met en péril l'environnement. Aujourd'hui, de nombreux problèmes liés à l'utilisation massive d'engrais, d'herbicides, par exemple, commencent à voir le jour. Il s'agit de la pollution des eaux, des sols et l'air. De ce point de vue, il convient de mettre fin à cette catastrophe écologique, en éliminant la cacaoculture intensive ou encore productiviste, qualifiée par K. Marx, (1969, p. 542), de « fabrication de désert », c'est-à-dire une préparation de la zone inculte, au profit de la cacaoculture durable.

La cacaoculture durable ou soutenable pourrait se définir comme l'application à la production de cacao des principes de développement durable ou « développement qui répond aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures de répondre aux leurs ». (S. Brunel, 2007, p. 14). Il s'agit donc d'assurer la production du cacao en respectant les limites écologique, économique, sociale qui assurent la durabilité dans le temps de ladite production. Elle ne porte pas atteinte à l'intégrité des personnes et des êtres vivants. La cacaoculture durable vise, ainsi, à protéger la biodiversité. Elle est inséparable de la cacaoculture raisonnée. La cacaoculture raisonnée, quant à elle, est un système de production de cacao dont l'objectif est d'optimiser les résultats

économiques, en maîtrisant les quantités d'intrants et l'usage des substances chimiques utilisées, notamment l'engrais et pesticides. Elle a pour but d'adapter les apports en éléments fertilisants aux besoins de la culture cacaoyère en tenant compte des éléments présents dans le sol et du rendement potentiel de la plante.

En somme, il convient de rappeler qu'avec le marxisme, la cacaoculture intensive ou productiviste doit être abolie à cause de ses effets dévastateurs sur la biodiversité et l'environnement au profit de la cacaoculture durable qui vise, à limiter les dégâts de la crise écologique et, par ricochet, à mieux protéger notre monde. Le Marxisme devient ainsi une doctrine fondamentale, car en se proposant de mettre fin à la cacaoculture intensive, il entendrait restructurer le lien métabolique entre le producteur de cacao et son milieu naturel.

### *3.2. Restructuration de la relation métabolique entre le cacaoculteur et son environnement*

En tant que doctrine écologiste, l'une des solutions principales du marxisme face à la crise environnementale est, souligne J. Foster (2011, p. 85), « la restauration de la relation métabolique nécessaire entre l'homme et la terre », c'est-à-dire le rétablissement du lien dialectique entre l'homme et son milieu environnemental. Dès lors, l'écologie marxiste se veut une science fondamentale dans la crise cacaoyère en Côte d'Ivoire, dans la mesure où elle n'étudierait pas seulement l'interaction du cacaoculteur avec son environnement, mais se propose de la restaurer, « la rétablir d'une manière systématique, sous une forme appropriée au développement humain intégral et comme loi régulatrice de la production sociale ». (K. Marx, 1969, p. 363). Le rétablissement du rapport entre le cacaoculteur et son milieu environnemental, dans une vision marxienne pourrait se faire autour de trois actions majeures.

Restaurer le lien entre le producteur de cacao et son environnement, c'est, d'abord, pratiquer la cacaoforesterie ou associer intentionnellement d'arbres ou arbustes à des plants de cacao (vergers). La cacaoforesterie est donc un mode d'utilisation des terres où des arbres sont délibérément associés aux cacaoyers. C'est une interaction biologique et physique entre quelques espèces d'arbres et les vergers de cacao, dans le but d'améliorer la production, mais surtout protéger notre environnement. La cacaoforesterie consiste à réduire le nombre de plants de cacaoyer sur une superficie donnée au profit des plants forestiers. Par exemple, sur une surface d'un (1) ha, nous pouvons avoir 600 pieds de cacaoyers et 600 espèces d'arbres. Les avantages de la cacaoforesterie sont multiples : « l'interaction permet de générer des bénéfices économiques, environnementaux et sociaux ». (N. De Baets, S. Gariépy, 2007, p. 5). La cacaoforesterie, en effet, vise à protéger la culture du cacao et le sol, à retenir l'eau ainsi qu'améliorer le climat.

En plus d'être une source financière pour le cacaoculteur, elle offre des produits tels que « le bois d'œuvre, le papier, le bois de feu, les produits alimentaires ». (A. Naon, 2019, p. 9).

Ensuite, la restructuration se fait en recourant à la cacaobiologie. Celle-ci est un système de gestion et de production cacaoyère alliant un haut niveau de biodiversité à des pratiques environnementales qui préservent les ressources naturelles. La cacaobiologie répond à une demande croissante de produits naturels par les consommateurs tout en contribuant à la préservation de l'environnement dans une logique de développement durable. Elle se caractérise, principalement, par son refus d'utiliser des produits chimiques afin de diminuer les effets nocifs sur l'environnement. Cela concerne aussi bien la qualité de l'air, des sols, des nappes phréatiques, mais également celle des fèves de cacao produit. Ainsi, la cacaobiologie vise à renouer avec des pratiques traditionnelles telles que l'utilisation des produits (engrais) aux origines naturelles, l'interdiction, sauf exception, d'intrants d'origine chimique et l'usage de la machette, la houe au détriment des machines.

Enfin, le métabolisme entre le cacaoculteur et son milieu environnemental se conçoit à travers la reforestation ou la régénération des forêts. La reforestation est le système de reconstitution de la forêt. Elle vise à planter de nombreuses espèces arbres en vue de retrouver de nouvelles zones de culture du cacao après la déforestation. C'est une opportunité pour le cacaoculteur de refaire son environnement vital, car comme l'indiquent les artistes ivoiriens Yodé et Siro dans le quotidien ivoirien, *Fraternité Matin* (29/04/2022), « la forêt, c'est la vie ». Par cette expression, nos deux artistes entendent montrer l'importance de la forêt dans la vie des êtres vivants, en général et celle du cacaoculteur en particulier.

La forêt, espaces couvert d'arbres revêt d'une importance capitale dans la vie du producteur de cacao, dans la mesure où elle lui permet de produire dans de bonnes conditions météorologiques, mais aussi d'avoir une bonne qualité d'air. Si la cacaoculture ne peut se pratiquer que dans les zones forestières, c'est justement pour témoigner du lien nécessaire de la forêt avec la production du cacao. En d'autres termes, le cacao ne peut être produit dans les localités savanicoles, ni désertiques. Il se cultive, principalement dans les zones forestières. D'où la localisation de la boucle du cacao dans le sud-ouest (zone forestière) de la Côte d'Ivoire. En définitive, nous pouvons dire que la restauration du lien métabolique entre le cacaoculteur et son environnement se manifeste par les actions de la cacaoforesterie, la cacaobiologie et la reforestation. Il résulte, de tout ceci, que la révolution marxienne, ici, impose une transformation écologique des politiques, méthodes et techniques culturelles du

cacao. Par révolution marxienne, nous entendons abolition de la cacaoculture productiviste, capitaliste au profit du cacao durable, tout en reconstituant le métabolisme entre le cacaoculteur et son milieu vital ou environnemental.

### **Conclusion**

Au terme de notre réflexion, force est de noter que la cacaoculture revêt d'une importance capitale dans le développement socio-économique de la Côte d'Ivoire. La production du cacao, est non seulement l'un des plus gros secteurs pourvoyeurs d'emploi, mais également, fait du cacao l'un des premiers produits stratégiques dans l'économie ivoirienne. Cependant, il convient de rappeler que l'exploitation cacaoyère ivoirienne génère de multiples crises d'ordre social et écologique, notamment l'exploitation des enfants et la dégradation du milieu environnemental. C'est vrai que, pendant de longues années, la cacaoculture, en Côte d'Ivoire, est restée, comme en témoigne cette expression de F. Flippe (2012, p.112), « prisonnière des mythes bourgeois de la modernité et de l'idéologie du progrès inévitable », c'est-à-dire qu'elle a accepté, sans trop de réserves, les politiques, techniques et méthodes de la productivité, mais avec l'aggravation de la crise socio-écologique, des actions écosocialistes, dans une perspective marxienne, commencent à montrer leur nécessité. Il s'agit là, d'une part, d'éliminer la cacaoculture intensive ou productiviste au profit du cacao durable ou vert, et d'autre part, de restaurer le lien métabolique nécessaire entre le producteur de cacao et son milieu naturel. Cela implique de la pratique cacaoforestière, de la cacaobiologie et surtout de la reforestation. En d'autres termes, il nous faut créer des cacao-écosystèmes soutenable, durables, tout en travaillant activement au renouvellement du couvert forestier et à la fertilisation raisonnée des sols. Ainsi, l'écosocialisme nous amène à comprendre l'urgence d'agir pour sauver le cacao ivoirien.

### **Références bibliographiques**

- AFRIQUE GREEN SIDE, 2018, « La reforestation : le nouveau challenge en Côte d'Ivoire », *Mensuel d'informations environnementales*, 001, p. 1-24.
- AUDIER Serge, 2017, *La société écologique et ses ennemis. Pour une histoire alternative de l'émancipation*, Paris, La découverte.
- BRUNEL Sylvie, 2007, « Développement durable : les prophètes de l'Apocalypse », *L'histoire*, 324, p. 14-15.
- CARSON Rachel, 2014, *Printemps silencieux*, Traduit par Jean François Gravrand, Paris, Wildproject Éditions, Collection « Domaine sauvages ».

- CHAUVEAU Jean-Pierre, 2006, « La réforme foncière de 1998 en Côte d'Ivoire à la lumière des dispositifs de sécurisation des droits coutumiers : une économie politique de la question des transferts de droits entre autochtones et étrangers en Côte d'Ivoire », *Les frontières de la question foncière : enchâssement social des droits et politiques publiques*, 5, p. 17-19.
- DE BAETS Nathan, GARIÉPY Stéphane et al, 2007, *Le portrait de l'agroforesterie au Québec*, Québec, Gouvernement du Canada.
- DUCROQUET Hubert, TILLIE Pascal et al, 2017, *L'agriculture de la Côte d'Ivoire à la loupe : états des lieux des filières de production végétales et animales et revue des politiques agricoles*, Luxembourg, European Union.
- FLIPO Fabrice, 2012, « Vers un écosocialisme ? Entretien avec Michael Lowy », *Mouvements*, 70, p. 107-113. 2.
- FOSTER John, 2011, *Marx écologiste*, Traduit par Aurélien Blanchard et Joséphine Gross, Paris, Éditions Amsterdam.
- FRATERNITÉ MATIN, 29/04/2022, « Les artistes-chanteurs Yodé et Siro ont signé le 26 Avril 2022, une convention avec la Société de développement des forêts (Sodefor) afin d'apporter leur contribution dans la lutte contre la déforestation » in <https://www.fratmat.info> consulté le 02/09/2022 à 16h 10.
- ICCO, 2017-2018, « Bulletins trimestriels des statistiques cacao »
- LOWY Michael, 2011, *Écosocialisme : l'alternance radicale à la catastrophe écologique capitaliste*, Paris, Mille et une nuits.
- MARX Karl, 1969, *Le capital I*, Traduction de J. Roy, Paris, G. Flammarion.
- MCNEILL John, 2010, *Du nouveau sous le soleil : une histoire de l'environnement mondial au XXe siècle*, Traduction de Philippe Beaugrand, Paris, Éditions Champ vallon.
- NAON Alexandre, 2019, *Perception des agriculteurs pour l'agroforesterie sur les flancs de montagne de Man en Côte d'Ivoire*, Mémoire de Maîtrise en agroforesterie, Québec.
- PENA-RUIZ Henri, 2018, *Karl Marx, penseur de l'écologie*, Paris, Le Seuil.
- RÉPUBLIQUE DE CÔTE D'IVOIRE, 2019, Plan d'action national de lutte contre la traite, l'exploitation et le travail des enfants 2019-2021, Abidjan, République de Côte d'Ivoire.
- RUF François, SALVAN Marie, KOUAMÉ Jérôme, 2020, « Qui sont les planteurs de cacao de Côte d'Ivoire ? », *Papiers de Recherches*, 130, p. 1-111.
- TANO Maxime, 2012, *Crise cacaoyère et stratégies des producteurs de la sous-préfecture de Méadji au Sud-ouest ivoirien*, Toulouse, Doctorat de l'université de Toulouse.